

À propos d'une « révolte populaire des cités »

27 octobre 2005, Clichy-sous-bois : Tyed Benna, dix-sept ans et Doussa Traoré, quinze ans, décèdent, foudroyés par électrocution dans l'enceinte d'un poste électrique où ils s'étaient réfugiés poursuivis par la police. Un troisième adolescent, Mohattia Altun, dix-sept ans, sera gravement blessé. D'emblée, le Premier ministre et le ministre de l'intérieur affirment que les adolescents étaient à l'origine d'un cambriolage, mais... que la police ne les poursuivait pas. Tout est faux [1].

L'émeute éclate immédiatement dans cette commune, l'une des plus pauvres du 93. En quelques jours elle va gagner toute la France. Durant trois semaines, chaque nuit des milliers de jeunes des banlieues s'opposent aux forces de l'ordre ; les plus jeunes, les plus pauvres, les plus démunis réagissant spontanément à la mort de deux des leurs, à la pression quotidienne, aux injures et provocations du ministre de l'intérieur... Plus de 10 000 véhicules seront brûlés, ainsi que des dizaines d'édifices publics : écoles, gymnases, entrepôts, etc. Au pic des violences, quelque 11 000 policiers seront mobilisés. C'est énorme. 2 921 « fauteurs de troubles présumés » interpellés, dont

près d'un tiers de mineurs : contrairement aux ministérielles affirmations, peu ou pas de délinquants récidivistes, mais une majorité de jeunes issus de l'immigration, peu d'étrangers. 600 jeunes seront écroués, dont un peu plus d'une centaine de mineurs. La carte des émeutes, c'est évidemment celle de la pauvreté extrême, des ghettos, de la précarité, du chômage chronique, parents et enfants. Les tribunaux vont condamner vite et à tour de bras : parole de policiers contre parole de manifestants ; pas de preuves. Qu'importe : souvent, des peines de prison fermes sont prononcées, et la litanie des métiers des condamnés éclaire la scène sociale des émeutes : caristes, bagagistes, boulangers, coursiers, etc., tous mal payés, la plupart précaires, stigmatisés sur leurs origines, leurs noms. Ceux qui ont payé la note des émeutes, c'est eux, c'est la nouvelle jeunesse ouvrière. Celle qui va d'un stage à un job. Les plus exploités. Fait notable : non seulement les émeutes se sont déroulées, durant ces trois semaines, sur tout le territoire, mais, de plus, elles ont « rayonné », en Belgique, en Allemagne, au Danemark... Pour un peu, c'est l'Europe des banlieues qui s'enflammait. Dans un premier temps, le pouvoir

hésite, sidéré par le caractère national de l'événement. L'ampleur de l'explosion, la brutalité de la réaction de la jeunesse prennent à contre-pied toutes les forces politiques. Toutes les conventions, toutes les habitudes. Inquiet, le pouvoir balbutie « ordre, retour au calme », soutenu par les partis de « gouvernement ». Chirac se tait. L'ordre doit revenir, rappelle François Hollande. Le député-maire communiste de Vénissieux ne prend pas de gants : il soutient Sarkozy... Julien Dray dénonce ceux qui réclament la démission du ministre de l'intérieur.

Sur proposition de D. de Villepin, le 8 novembre, le conseil des ministres adopte un décret déclarant l'état d'urgence en application de la loi du 3 avril 1955. Cette loi fut votée pour organiser légalement la répression durant la guerre d'Algérie !

L'état d'urgence permet (notamment) aux préfets d'interdire des rassemblements, de multiplier les actes de répression policière, suspend de nombreuses libertés, autorise le couvre-feu (!) pour certaines catégories de citoyens, etc.

Faute d'avoir immédiatement et inconditionnellement pris position en solidarité avec les jeunes, exigé la vérité, toute la vérité (toujours pas établie !) sur les deux morts de Clichy-sous-bois, PS et PC ont, au pire, couvert le gouvernement quand ils ne l'ont pas soutenu ! Quant à la LCR et à LO, ils ont sur le champ pris leurs distances avec les émeutiers, regrettant notamment les incendies de véhicules, d'écoles, d'édifices municipaux... L.O. a dénoncé les « voyous » et les « violences stériles ». Certes, nul ne peut se réjouir de tels actes. Mais il s'agit de réactions spontanées d'une jeunesse désocialisée, harcelée en permanence par la police, victime de surcroît d'un racisme qui les stigmati-

se dans la recherche d'un emploi comme dans leurs loisirs... Incendies ? Hélas, bien sûr, mais qui se souvient alors, qui rappelle, que quelques semaines avant les émeutes, plusieurs incendies au cœur de la capitale, éclataient dans des hôtels borgnes ou des taudis (souvent les deux) causant la mort de 48 Africains ! Parmi eux, des dizaines d'enfants. Silence. Honteux silence. Notamment de « L'union de la gauche » qui dirige Paris.

Les émeutes sont l'expression de toute cette situation d'extrême pauvreté, de stigmatisation, de désespoir, d'humiliation. Les préfets refuseront d'ailleurs dans leur grande majorité de mettre en œuvre l'état d'urgence. Mieux, le 23 novembre un rapport de la Direction centrale des renseignements généraux tire les enseignements de cette vague de violence qui a quasiment cessé le 17 : « *La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leaders et sans proposition de programme* ». Tout est dit, avec lucidité et modération.

UNE RÉVOLTE

SANS PAROLES

Les jeunes s'affrontaient avec la police, contre le système qu'elle représente, sans projet, sans mot d'ordre. Une révolte sans paroles ni slogans [2]. Les policiers précisent « *qu'aucune manipulation n'a été décelée* », que les islamistes n'ont eu « *aucun rôle dans le déclenchement des violences et dans leur expansion* ». Au contraire, les islamistes avaient « *tout intérêt à un retour rapide du calme pour éviter les amalgames* ». Les policiers avancent une explication des causes : « *Les jeunes des quartiers sensibles se sentent pénalisés par leur pauvreté, la couleur*

de leur peau et leurs noms. Ceux qui ont saccagé les cités avaient en commun l'absence de perspectives et d'investissement par le travail dans la société française. Tout s'est passé comme si la confiance envers les institutions mais aussi le secteur privé, source de convoitises, d'emplois et d'intégration économique, avait été perdue ».

Ces longues citations établissent sans appel le caractère des émeutes : « *révolte populaire... sans leader ni programme* ». Nul communautarisme, mais affrontement primaire, élémentaire : affrontement spontané, brutal contre l'ordre social du capital. L'expulsion de la population salariée des centres-villes, la relégation précarisée des chômeurs, en particulier des familles issues de l'immigration, à la lisière, dans des banlieues ghettos, a transformé ces zones en régions à forte charge sociale explosive. Jusqu'à la chute du mur de Berlin, pour l'essentiel le PCF et, dans une moindre mesure, le PS quand il avait des militants, « encadraient » la misère. La disparition programmée du PCF, l'explosion structurelle du chômage, de la pauvreté, la quasi-disparition des services publics, ont transformé tous ces quartiers « sensibles » en zones de véritable déshérence sociale et politique. L'extériorité des organisations traditionnelles comme de l'extrême gauche aux couches les plus opprimées, les plus exploitées, à la jeunesse ouvrière telle qu'elle est dorénavant, a accentué la solitude avant et durant l'émeute. L'isolement social et politique.

Les émeutes qui ont éclaté en octobre-novembre disent le degré d'insupportabilité qui résulte des conséquences de la politique capitaliste. Les plans « banlieue » s'ajoutent les uns aux autres, et en fait se réduisent à des mesures policières. La suppression des crédits par les gouverne-

ments Raffarin et Villepin aux associations qui jouaient le rôle d'amortisseurs a probablement aggravé la situation.

C'est contre cette situation d'ensemble que les jeunes se sont insurgés durant ces trois semaines. Soyons précis, comme le sont les responsables de l'appareil d'État, lorsqu'ils notent en conclusion d'un rapport de synthèse sur ces événements : « *Ensemble, ces trois semaines de violence urbaine sont les plus importantes agitations en France depuis mai 1968* ».

UN ISOLEMENT TRAGIQUE

L'ampleur de l'émeute nationale des jeunes des banlieues et leur total isolement politique doivent prêter à réflexion. En 1967 à Caen, à Rouen, lors de grèves (assez dures) de la métallurgie, les observateurs avaient été frappés par l'attitude nouvelle de groupes de jeunes ouvriers : échappant au contrôle des organisations syndicales, ils s'étaient opposés physiquement avec brutalité aux forces de police. L'extrême gauche, alors extrêmement faible, s'était solidarisée avec les jeunes ouvriers contre le PCF et la CGT qui les dénonçaient. La JCR, comme la FER, avaient apprécié ces événements comme s'intégrant à de possibles futures mobilisations des travailleurs. Les jeunes ouvriers étaient à l'avant-garde. Les révolutionnaires étaient à leurs côtés. La structure sociale de la lutte des classes n'a certes rien à voir avec mai 1968. Par contre, ce qui est comparable, ce qui est spectaculaire, c'est la distance qui sépare aujourd'hui les organisations d'extrême gauche et le mouvement insurrectionnel de la jeunesse des banlieues. À ce propos, le rapport de la police dont nous avons parlé plus haut relève : « *L'extrême gauche n'a pas vu venir le coup et ful-*

mine de ne pas avoir été à l'origine d'un tel mouvement ». Il est exact que l'extrême gauche, comme les autres forces politiques, « *n'a pas vu venir le coup* », mais il est faux qu'elle fulmine. Au contraire, d'emblée, de manière « responsable », elle a pris ses distances avec la violence de « *ces jeunes sociaux* ». C'est un signe politique significatif (et catastrophique) de la période dans laquelle nous entrons : globalement, l'extrême gauche a considéré avec inquiétude, étrangeté, cette insurrection.

Arrêtons-nous. Nous ne cherchons d'ailleurs pas à polémiquer. *Carré Rouge*, comme revue, ne s'est pas montrée plus à la hauteur de l'événement que les autres. Simplement nous, nous avons l'honnêteté de le relever. Ce que l'émeute nationale des banlieues a révélé, c'est l'extériorité des forces politiques qui prétendent « changer le monde » par rapport aux couches les plus exploitées. Celles que le capitalisme rejette à la marge de tous les systèmes, des villes, de la société. Au lieu de reconnaître cette situation et de décider d'aller à la rencontre de cette fraction essentielle de la jeunesse surexploitée, de se solidariser avec elle dans sa lutte contre le quadrillage policier, la répression sous tous ses aspects, la précarité, la pauvreté, le racisme, la misère urbaine, les congrès de Lutte Ouvrière, de la LCR et du PT, qui se sont tenus les uns après les autres, ont débattu... des élections présidentielles ! Des millions de salariés, de chômeurs, de retraités, de jeunes vivent dorénavant dans cette marginalité. Dans un autre monde matériel, urbain, culturel. Un autre monde qui est tout simplement celui de l'exclusion de la paupérisation et qui menace de frapper tous les salariés. C'est ainsi que l'extrême gauche fait l'impasse sur les plus opprimés. C'est d'une gravité considé-

nable. La décomposition de la société, sous les coups de boutoirs d'un capitalisme financier, libéral, communautariste, sécuritaire, totalement débri-dé, fera de ces secteurs les champs de bataille décisifs des prochains affrontements. Jusqu'aux années quatre-vingt, la classe ouvrière se rassemblait dans de grandes usines, de véritables conurbations ouvrières. Des citadelles prolétariennes. Des lieux où traditions de luttes et d'organisations se transmettaient. Où les jeunes salariés se formaient. Rien de tel aujourd'hui : sauf dans l'aéronautique et encore (un peu) l'automobile, les grandes entreprises ont disparu, au profit des petites unités. La masse des salariés fragilisés, divisés, ont été détruites pour partie les potentialités d'action de la classe ouvrière, ses traditions d'organisation, de politisation. L'individualisation, la mobilité, la précarité ont fait implorer nombre de règles de solidarité prolétarienne. De conscience. À l'inverse, quartiers, cités, banlieues, villes ouvrières, sont les lieux où se retrouvent en masse salariés et jeunes. On a mal apprécié la signification des mesures répressives édictées par Sarkozy lorsqu'il est arrivé au ministère de l'intérieur : ainsi de l'interdiction pour les jeunes de se réunir au pied des immeubles... Les émeutes qui ont éclaté illustrent le sens de cette décision. Il s'agit dans ces quartiers d'éviter que les jeunes puissent se réunir, faire bloc. Échanger leurs expériences, surmonter l'isolement qui les frappe dans le travail ou le chômage, se rassembler, penser et agir collectivement. Reconstruire des solidarités, des consciences. Penser, comprendre le monde pour le changer.

L'appareil d'État a été pris de court par l'ampleur de la révolte des banlieues. Il a dû se limiter à contenir le mouvement, à mobiliser l'opinion pu-

blique pour dénoncer les incendiaires sans d'ailleurs véritable succès à ce stade. Malgré le matraquage des télévisions, la population ouvrière a refusé de s'engager dans les « ratonnades » anti-jeunes dont certains rêvaient. L'État a eu peur d'affronter militairement l'émeute. Il a louvoyé. C'est partie remise.

LA VIOLENCE LIBÉRALE

La bourgeoisie va se préparer aux prochains rendez-vous. Les grèves des marins de la SNCM, des salariés de la RTM à Marseille, la durée des conflits, leur dureté, l'intervention du GIGN, les mesures quasi-militaires prises par le gouvernement conforté par le fait que la CGT ou FO refusaient d'appeler les fédérations des transports à une grève générale que les salariés attendaient, tout cela révèle une brutalisation des rapports sociaux. C'est une nouveauté politique en France. Jusqu'alors nous étions habitués à ce que la bourgeoisie agisse de connivence avec les appareils pour frapper le salariat. La servilité des dirigeants politiques et syndicaux atteint de tels sommets, le discrédit qui les frappe est tel parmi les opprimés que le capital n'attend plus. Il fonce. Salariés et jeunes doivent donc, **seuls**, affronter le patronat, l'État et... les appareils. La bourgeoisie française prend actuellement tous les risques. Le « non » au référen-

dum à peine encaissé, elle est répartie à l'assaut. Comme classe, elle a une stratégie européenne, nationale, des états-majors, des chefs, des complices dans le mouvement ouvrier.

Rien de tel du côté de la classe ouvrière. C'est dire le chemin politique qui doit être parcouru pour que l'auto-activité des masses intègre l'auto-émancipation. Là est le problème des problèmes. Dans les luttes qui éclateront inévitablement, autant que faire se peut, les militants doivent apprendre de la lutte et en même temps, en retour, investir leurs réflexions théoriques et politiques. Aider l'action à forger, à partir de la revendication, une perspective civilisatrice. À *Carré Rouge*, la majorité des camarades préfèrent la formule « perspective communiste ». Nous parlons, je crois, de la même chose. Ces processus, complexes, se développeront (notamment) à partir de l'accumulation des expériences dans les affrontements de classe. À la violence de la bourgeoisie répondra nécessairement celle des opprimés. Sous des formes inopinées.

Dans les banlieues comme à Marseille, la bourgeoisie déclenche la violence sociale et s'organise pour y faire face. En ce sens, le refus de l'extrême gauche de se solidariser activement avec la jeunesse des banlieues en dit long sur l'inutilité politique actuelle de ces formations. Elle dit aussi par voie de conséquence qu'aujourd'hui

salariés et jeunes sont **seuls**, face à leur destin. Comprendre cette situation, c'est déjà la modifier. Abstraitemment, ces événements nous permettent d'identifier le travail d'élaboration politique qu'il nous faut mener, auquel il faut participer, pour relier l'auto-activité à l'auto-émancipation. C'est dire que nous en sommes encore aux balbutiements théoriques et pratiques. Ce n'est d'ailleurs pas une affaire française : en Europe, en Asie, aux États-Unis comme en Amérique Latine, des événements éclateront qui éclaireront la mondialisation du combat socialiste d'autres lumières. Pour se doter d'un programme, de leaders honnêtes et reconnus, les prochaines émeutes populaires doivent résoudre des problèmes d'une considérable complexité. Le nier serait tourner le dos à la réalité politique révélée par ces trois semaines de révolte populaire dans les cités. La lucidité n'est pas facteur de désarroi.

Notes

1- cf. *L'affaire Clichy*, de Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjmann (Stock)

2- Notre ami Samuel a entendu à la radio des jeunes qui réclamaient la démission de Nicolas Sarkozy. Soit. Mais je n'ai pas le sentiment que ce mot d'ordre, en effet très politique, ait été repris.